**Des produits alimentaires issus du commerce équitable ?**

**Clauses à insérer pour y parvenir :**

*Texte à « copier-coller » dans votre invitation à remettre offre ou votre cahier spécial des charges. Attention, veuillez à bien compléter les éléments surlignés en jaune ou les supprimer si besoin. Les éléments en gris doivent être supprimés.*

Concernant les marchés de faible montant conclus par facture acceptée, veillez à bien préciser que les dispositions qui figurent dans votre demande priment sur toute condition générale éventuellement contraire des soumissionnaires. Les règles générales d’exécution ne sont pas applicables aux marchés de faible montant. Il est donc indispensable de rendre applicables tout ou partie de ces dispositions.

***À insérer sous le titre « objet du marché » de votre CSC***

Ce marché public de services traiteur pour entreprises ou institutions autres que les écoles, les ménages et les entreprises de transport (CPV 55523000-2) s’inscrit dans une démarche de développement durable. Les services traiteur concernés sont les services traiteur de petite restauration ponctuelle (petits-déjeuners, collations, desserts).

***À insérer sous le titre «sélection qualitative » de votre CSC***

*Avant d’insérer un tel critère de sélection qualitative dans votre marché, nous vous conseillons de vous assurer que cette exigence ne restreint pas la concurrence de façon disproportionnée et est adaptée à la taille de votre marché.*

Pour les marchés soumis à publication européenne :

La capacité technique suffisante pour exécuter le marché est démontrée par une liste d’au moins deux services comportant au moins x% de produits alimentaires issus du commerce équitable, conformes aux spécifications techniques reprises dans le présent cahier spécial des charges, pour un montant d’au moins x euros HTVA. Le soumissionnaire indique leurs montant, date et destinataire public ou privé.

Pour les marchés non soumis à publication européenne :

La capacité technique suffisante pour exécuter le marché est démontrée par une liste d’au moins deux services comportant au moins x% de produits alimentaires issus du commerce équitable, conformes aux spécifications techniques reprises dans le présent cahier spécial des charges, pour un montant d’au moins x euros HTVA. Le soumissionnaire joint cette liste de services à son offre et indique leurs montant, date et destinataire public ou privé.

***À insérer sous le titre « spécifications techniques » de votre CSC***

Au moins x % des produits alimentaires composant les petits-déjeuners, collations et/ou desserts, sont issus du commerce équitable. Ils sont produits et commercialisés en accord avec les exigences d’un programme de certification pour le commerce éthique et équitable qui requiert un contenu certifié minimal de 90 %. Des programmes tels que Fairtrade®, UTZ, Max Havelaar ou équivalents peuvent garantir ce caractère équitable, à condition que soit respectée l’exigence d’au moins 90% de contenu certifié équitable.

***À insérer sous le titre « critères d’attribution relatif au caractère équitable des produits » de votre CSC***

Le soumissionnaire indique le % de produits alimentaires issus du commerce équitable qu’il s’engage à fournir à chaque commande de petits-déjeuners, collations et/ou desserts (x % minimum). Ces produits sont produits et commercialisés en accord avec les exigences d’un programme de certification pour le commerce éthique et équitable qui requiert un contenu certifié minimal de 90 %. Des programmes tels que Fairtrade®, UTZ, Max Havelaar ou équivalents peuvent garantir ce caractère équitable, à condition que soit respectée l’exigence d’au moins 90 % de contenu certifié équitable.

Le soumissionnaire joint à son offre une copie des labels attestant du caractère équitable de ces produits alimentaires pour le % auquel il s’engage.

Le maximum des points est attribué à l’offre qui garantit l’utilisation de 100 % de produits issus du commerce équitable à chaque commande de petits-déjeuners, collations et/ou desserts. Les points sont ensuite calculés selon la formule suivante :

 % de produits équitables garantis
 dans l’offre analysée
\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ x le poids du critère (x points)

 100

***À insérer sous le titre « conditions d’exécution » de votre CSC***

En cours de marché et sous réserve de l’accord du pouvoir adjudicateur, certains produits dont le label ou équivalent attestant de leur caractère équitable a été fourni par l’adjudicataire dans son offre dans le cadre des critères d’attribution pourront être remplacés par des équivalents pourvu que ceux-ci disposent également d’un tel label ou équivalent et que cela n’ait aucun impact sur les % minimums de produits alimentaires issus du commerce équitable garantis dans l’offre approuvée par le pouvoir adjudicateur.

***À insérer sous le titre « conditions d’exécution relatives au contrôle » de votre CSC***

Pour les marchés ponctuels de moins d’un an :
Simultanément à la facturation de la commande, l’adjudicataire transmet au pouvoir adjudicateur un dossier reprenant copie de chaque facture relative aux achats de produits issus du commerce équitable ayant permis la bonne exécution de la commande. Un document récapitulatif met en lien les différents montants et le numéro de commande correspondant.

Si les factures du fournisseur de l’adjudicataire ne suffisent pas à établir le caractère équitable des produits, ce dernier joint également les extraits pertinents du catalogue de ce fournisseur attestant de ce caractère.

Pour les marchés de plus d’un an ou les accords-cadres :
A la date anniversaire du marché ou de l’accord-cadre, l’adjudicataire transmet au pouvoir adjudicateur un dossier reprenant copie de chaque facture relative aux achats de produits issus du commerce équitable ayant permis la bonne exécution des commandes passées au cours de l’année qui précède. Un document récapitulatif met en lien les différents montants et les numéros de commande correspondants.

Si les factures du fournisseur de l’adjudicataire ne suffisent pas à établir le caractère équitable des produits, ce dernier joint également les extraits pertinents du catalogue de ce fournisseur attestant de ce caractère.

***À insérer sous le titre «pénalités spéciales» de votre CSC***

Le non-respect des spécifications techniques relatives aux produits alimentaires issus du commerce équitable sera sanctionné d’une pénalité spéciale correspondant à un montant forfaitaire de x euros HTVA (veillez à ce que ce montant soit proportionné à la gravité du manquement et au montant de la commande).

La remise tardive du dossier de factures, accompagnées le cas échéant des extraits de catalogue pertinents attestant du caractère équitable des produits alimentaires utilisés pour la bonne exécution des commandes, est sanctionnée d’une pénalité spéciale journalière de x % du montant initial du marché (veillez à ce que ce montant soit proportionné à la gravité du manquement et au montant de la commande).